

Appel de Nice du 9 Décembre 2007 Coordination nationale étudiante

Nous, représentant(e)s de 23 délégations d'universités mobilisées, réuni(e)s en coordination nationale les 8 et 9 décembre 2007, lançons l'appel suivant.

Après plus de 7 semaines de mobilisation, la lutte contre la LRU continue dans les universités et les lycées. Nous sommes toujours des centaines de milliers à refuser la logique de la LRU : étudiant(e)s, chercheur(se)s, enseignant(e)s, personnels IATOSS, BIATOSS, lycéen(ne)s... Plus de la majorité des universités, et de plus en plus de lycées sont toujours en lutte.

Le gouvernement répond à notre mouvement par deux moyens: des prétendues « avancées», et la répression. Les annonces du gouvernement ne répondent en rien à nos revendications.

La circulaire devant être rédigée pour rétablir un cadre national pour l'intitulé des diplômes ne permettra pas réellement de corriger la désharmonisation du contenu des diplômes qu'a créé la réforme LMD.

L'augmentation des bourses de 7,2 % (260 euros/an) et l'accès aux bourses pour 100 000 étudiant(e)s ne résolvent en rien le problème de leur précarité: plus de la moitié des 2 millions d'étudiant(e)s seront toujours contraint(e)s de se salarier!

La rédaction d'une circulaire contre la sélection à l'entrée de l'université n'est que de la poudre aux yeux: de nombreuses universités et de nombreuses filières sont déjà sélectives, et ce phénomène est largement encouragé par la loi LRU.

Enfin, l'annonce d'une hausse du budget de l'enseignement supérieur de 5 milliards d'euros a toutes les chances d'être un cadeau empoisonné. D'abord parce qu'il n'y a aucune garantie sur l'attribution de ces crédits: ils seront répartis en priorité aux « universités d'élite» et formations professionnalisantes, ce qui est un renforcement des inégalités et de la logique de la LRU. Ensuite, parce que l'origine de ces crédits est inacceptable : soit des crédits d'impôts pour les entreprises (c'est-à-dire une réduction du budget de l'Etat et une forme de financement privé), soit la privatisation de 3 % d'EDF (c'est-à-dire déshabiller un service public pour en habiller un autre...).

Ces annonces ne représentent donc certainement pas des « avancées suffisantes pour arrêter le mouvement», comme le prétendent certains. On peut constater au contraire que notre lutte oblige le gouvernement à faire semblant de répondre à nos préoccupations... de façon superficielle et dérisoire pour l'instant. En amplifiant la lutte, nous pouvons le faire reculer! Nous nous battons jusqu'à l'obtention de nos revendications, principalement l'abrogation de la LRU, qui demeure malgré tout dans son intégralité: encouragement du financement privé, contrôle des entreprises- « bailleurs de fonds» sur le contenu des diplômes, pouvoirs exorbitants des président(e)s d'universités, précarisation des enseignante(e)s-chercheurs et personnels, sélection à l'entrée de l'université, mécanisme poussant à terme à l'augmentation des frais d'inscription...

Derrière les effets d'annonce du gouvernement se développe une répression sans précédent. Fermetures administratives, interventions de la police, de la BAC, des CRS, des Gardes mobiles, de vigiles, procès contre les lycéen(ne)s et étudiant(e)s mobilisé(e)s se généralisent. L'objectif de leurs opérations toujours plus violentes est d'intimider et de criminaliser tous ceux et celles qui se mobilisent, pour les isoler et briser le mouvement. Nous exigeons le retrait de toutes les forces de répression qui occupent les universités, ainsi que la démission de tous les présidents d'universités qui y ont fait appel.

Nous entrons dans une nouvelle phase du mouvement: une lutte sur la durée. Le mouvement cherche partout les meilleures formes par continuer la construction du rapport de force. Notre priorité est de convaincre toujours plus d'étudiant(e)s de se mobiliser et d'être actifs dans le mouvement contre la LRU. Cela passe par des manifestations et actions massives, pour nous faire entendre et montrer notre force. Cela passe aussi par maintenir des cadres pour les étudiants mobilisés, et des Assemblées Générales nombreuses, seuls organes souverains et représentatifs du mouvement. Nous appelons l'ensemble de la communauté universitaire (étudiants, enseignants-chercheurs, personnels IATOSS...) à mener la lutte à nos côtés.

Nous pensons toujours que le blocage, c'est-à-dire les piquets de grève, est le moyen le plus efficace pour permettre à tous de participer, sans la pression des absences en cours et de la suppression des bourses. Chaque fac doit trouver les modalités de lutte les plus en phase avec la réalité locale. Le mouvement ne s'arrêtera pas.

Nous rappelions que la lutte contre la LRU s'inscrit dans un contexte plus global de casse des services publics et des acquis sociaux. Les résistances se multiplient contre ce projet de régression sociale. Nous manifestons toujours notre soutien à tous les secteurs mobilisés, et appelions donc à poursuivre la convergence des luttes avec: les cheminot(e)s, les salarié(e)s d'EDF et GDF, les enseignant(e)s et lycéen(ne)s des lycées pro, les jeunes en lutte, les salarié(e)s de la grande distribution...

Forts du succès de la dernière journée nationale de mobilisation du jeudi 6 décembre, nous appelons

- mardi 11 décembre, à une journée nationale d'action interprofessionnelle, symbolique et groupée
- jeudi 13 décembre, à une journée nationale de manifestation pour converger avec l'appel à la grève des salarié(e)s de la SNCF
- samedi 15 décembre, à une journée de manifestation avec actions de débrayages économiques

La prochaine coordination aura lieu à Toulouse III, le samedi 15 et le dimanche 16 Décembre.